

ENTRETIEN Dans une France désindustrialisée, l'intégration est de plus en plus difficile pour les jeunes non diplômés, désormais perçus comme irrécupérables.

« La jeunesse populaire a été abandonnée à son sort »

Vous décrivez dans *Une génération sacrifiée*, livre que vous avez codirigé avec Gérard Mauger, le parcours des jeunes issus des milieux populaires. Qu'est-ce qui a mené à leur isolement et à ce mécanisme subjectif d'« autodamnation » ?

La profonde désindustrialisation et la très forte diminution des emplois non qualifiés condamnent quasiment à une sorte de mort sociale les jeunes non diplômés. Mais le lien essentiel se joue entre le marché du travail et l'école. Dans un précédent livre ^[1], nous avons montré que le mouvement de poursuite des études, dans les milieux populaires, est le reflet inversé de ce qui se passe à l'usine. Les ouvriers peu formés, peu ou pas qualifiés, ont eu longtemps l'usine comme débouché. Mais pour leurs enfants, le salut passe désormais par l'école, qui devient le cœur des préoccupations parentales. L'école est devenue l'instance principale de légitimation et la clé d'entrée dans le monde social. Aujourd'hui, il est frappant de voir que dans l'espace public les individus se déterminent de plus en plus à partir de ce point zéro qu'est le bac. Il y a les bac +4, bac +5... Et il y a ceux qui s'autobaptisent, de manière mi-ironique, mi-amère, bac -3.

Ce mouvement structurel de poursuite d'études lié à la transformation du marché du travail fait que les jeunes non diplômés ou peu diplômés sont des « jeunes sans avenir » : Ils le savent, et très tôt. Sans cela, on ne peut rien comprendre à ce qui se passe dans les lycées professionnels (à la violence scolaire qui souvent y règne) et même à ce qui se passe dans les banlieues. Ces jeunes-là sont tout à fait lucides ; ils savent très bien qu'ils ne sont pas invités au banquet de la République, qu'ils vont stationner longtemps aux portes du marché du travail. Ils sont et se savent en attente.



Stéphane Beaud,
professeur de sociologie
à l'université de Poitiers,
membre du Gresco

A quel moment sont-ils écartés ?

Il y a une expression très juste du sociologue Ugo Palheta : le « grand partage », celui qui distingue, en fin de troisième, ceux qui vont poursuivre leurs études en seconde générale et ceux qui vont en lycée professionnel, voire en apprentissage. Et ce grand partage est à la fois social et symbolique. Ceux qui vont en lycée professionnel se pensent comme des réprouvés ;

ils estiment qu'ils ont peu de chances devant eux.

Il y a différentes solutions pour « s'en sortir ». Les jeunes femmes peuvent envisager de s'en sortir par une « carrière matrimoniale », en restant femme au foyer. Pour les jeunes garçons, c'est le statut d'intérimaire permanent, voire de chômeur. Avec bien sûr, surtout ceux qui vivent dans les cités, le *business*, cette nouvelle économie de la drogue, ce marché du travail parallèle qui leur permet de trouver une place dans la société.

Il y a un très beau texte de Jean-Claude Passeron, dans la revue *Esprit* ^[2] sur les classes populaires, qui dit quelque chose qui m'a beaucoup marqué : on oublie trop facilement qu'il y a toujours eu des classes populaires surnuméraires. Avant, pour ceux-là, il y avait l'armée ou les colonies. Ces débouchés qui faisaient qu'ils trouvaient malgré tout leur place dans la société. Aujourd'hui, les colonies n'existent plus (et c'est tant mieux !).

Quelle est la responsabilité du politique ?

Le problème, c'est que l'on dise d'eux qu'ils sont irrécupérables : « on ne peut rien pour eux », « la



prévention, cela ne sert à rien ». On les transforme en seules « classes dangereuses », sans aucune perspective de rebond. Le seul horizon qu'on semble leur donner, c'est la prison. C'est consternant et, il faut bien le dire, une régression historique.

Aujourd'hui, dans toutes les institutions (scolaire, judiciaire, etc.), on constate un durcissement. Dans les établissements scolaires, on met tout de suite des avertissements, des colles. On a tellement peur de cette jeunesse, qu'on la surcontrôle et on la sanctionne beaucoup plus qu'avant. Et cela a bien sûr des effets. Sans compter ce problème de la très forte dégradation des relations entre la police et ces jeunes, avec la spirale des provocations des deux côtés (pas d'angélisme ici...).

Younes Amrani, un jeune de banlieue d'origine marocaine, m'a ainsi raconté^[3] qu'il n'a de cesse de vouloir se raccrocher à la société. Mais il a la tenace impression de ne pas se sentir bienvenu au « club France », parce qu'il vient d'une cité, à cause de ses origines, etc. Il y a très peu de ponts entre le centre et la périphérie. J'ai voulu travailler sur le « foot » parce que c'est précisément l'un des rares endroits où ces jeunes ont droit de cité. Sans céder à la tentation de l'idéologie du sport comme vecteur d'intégration, ils y sont tout de même acceptés pour ce qu'ils sont. Et on leur laisse leur chance. Ce n'est pas rien !

L'idée d'Omar Sy^[4] que « la France a rapetissé » ces deux dernières décennies me semble très juste. On tend moins la perche, on tend moins la main. Dans la jeunesse populaire, à part la minorité que Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron appelaient les « miraculés scolaires », la plupart des autres sont « à leur place » : ils subissent les lois implacables de la reproduction sociale et sont de plus en plus inem-

ployés, voire considérés comme inemployables. On ne fait rien pour aller vers eux. De plus, les travailleurs sociaux vous le diront, on a « managérialisé » le travail social.

Vous parlez d'un « affrontement de classes »...

Cela crée des processus cumulatifs. Ce qui fait que lorsqu'on regarde les statistiques de l'échec scolaire, il y a malheureusement des logiques sociales à l'œuvre, que les hommes politiques ne veulent pas voir. Si on s'efforce de faire le lien entre structures sociales et structures psychiques, on constate à quel point nombre de ces jeunes sont des « écorchés vifs ». Ils ont développé une sensibilité face à l'injustice et à l'humiliation extrêmement forte, parce que, depuis très tôt, ils savent qu'ils ne sont pas du bon côté de la barrière.

La caractéristique de la situation actuelle, à mon sens, tient à ce que la lutte pour les places est plus que jamais cruciale, et donc que l'affrontement de classe est plus que jamais évident. Il suffit d'aller voir les lieux de reproduction sociale comme Sciences Po, HEC, Dauphine, où l'on trouve un très fort entre-soi. Et de l'autre côté, il y a ces jeunes qui n'ont rien et qui « regardent » ceux qui ont « tout pour eux ».

Dans ce livre, on déplie de manière ethnographique ce que Louis Chauvel a bien établi statistiquement : il y a des générations qui sont tout de même plus « chanceuses » que d'autres. La génération qui arrive sur le marché du travail dans les années 1990 est davantage pénalisée au niveau de l'insertion professionnelle et au niveau du salaire que la précédente. Ce que notre livre montre, c'est qu'à la fois cette génération part avec moins de chances, mais qu'en plus, du côté des politiques publiques, cette jeunesse populaire a été abandonnée à son sort.

Quelle responsabilité attribuer au système scolaire ?

Le système social en France est victime de ce culte de la précocité scolaire, de la priorité accordée à la formation initiale et de l'insuffisante attention accordée à la formation professionnelle. En France, il n'y a pas ou peu de vie après l'échec scolaire. Nous avons un système scolaire hyperhiérarchisé, avec nos classes prépas, nos écoles privées, notre filière S. Cette production de l'élite républicaine a un effet très coûteux en soi et des effets en cascade : que fait-on des autres ? C'est, à mes yeux, la grande question.

■ Propos recueillis par Catherine André

[1] Voir *Retour sur la condition ouvrière*, par Stéphane Beaud et Michel Pialoux, rééd. La Découverte Poche 2011 (1^{re} éd. Fayard, 1999).

[2] « Quel regard sur le populaire ? », entretien de Jean-Claude Passeron, avec Joël Roman, *Esprit*, mars-avril 2002.

[3] *Pays de malheur ! Un jeune de banlieue écrit à un sociologue*, par Younes Amrani et Stéphane Beaud, La Découverte, 2004.

[4] *Le Monde*, 4 décembre 2016.

Stéphane Beaud a codirigé avec Gérard Mauger l'ouvrage collectif *Une génération sacrifiée. Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*, Editions Rue d'Ulm, 2017. A paraître également aux éditions La Découverte, en mars 2018 : *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*.

